

Sanitaire & médico-social

Métiers de l'humain en crise : les associations de la Somme alertent

Une trentaine d'associations accompagnant **les publics les plus vulnérables** interpellèrent fin septembre les élus locaux sur la **crise profonde** que traversent les **métiers de l'humain**. Manque de reconnaissance, d'attractivité, **précarité des travailleurs**... les maux sont nombreux et menacent directement la **prise en charge des plus fragiles**.

- **PAR [DIANE LA PHUNG](#)**

- 17 OCTOBRE 2022 / PICARDIE LA GAZETTE



Les associations et institutions dénoncent un manque récurrent de moyens, des conditions de travail difficiles et une crise des vocations. ©Aletheia Press/ D. La Phung

« Nous sommes tous réunis aujourd’hui parce que quels que soient nos secteurs d’activité, nous rencontrons tous les mêmes problèmes. Les métiers dit de l’humain traversent une véritable crise. Nos salariés, qui sont profondément engagés dans leurs missions, ne sont pas reconnus », lance Thibaut d’Amécourt, président de l’association [Aprémis](#). Fin septembre, une trentaine d’associations de la Somme accompagnant les publics les plus vulnérables étaient réunis à Amiens, pour dresser un dur constat.

Si les secteurs du sanitaire, du médico-social et du social connaissent des difficultés depuis de nombreuses années, le non-versement de la prime Ségur à certains travailleurs a déclenché un profond malaise. *« 51% de nos équivalents temps plein ne sont pas concernés par la prime Ségur. Il y a eu un vrai problème de méthode, on a exclu des travailleurs qui nous sont essentiels parce qu’ils ne rentraient pas dans une case. Pour cette revalorisation on a uniquement regardé la fonction et on a écarté ceux dont les salaires sont les plus faibles », poursuit Pierre-Jean Petit, Directeur de [l’Îlot](#).*

Tensions sociales

Outre ce manque criant de reconnaissance, cette différence faite entre les éducateurs et les chauffeurs, maîtresses de maison ou veilleurs de nuit, entraîne de fait une dégradation du climat social au sein des différents organismes. *« Les salariés écartés du Ségur se sentent exclus. C’est une négation du travail effectué et de l’engagement dont ils font preuves. Nous travaillons ensemble, chacun est un rouage essentiel », souligne Benoît Rigaux, éducateur spécialisé et membre du CSE de l’Aprémis.*



Stéphane Haussoulier (président du Département de la Somme), Pascal Tranquille (A3PH), Thibaut d'Amécourt (Aprémis), Pierre-Jean Petit (l'Îlot). ©Aletheia Press/ D. La Phung

Les représentants du personnel de sept structures et onze CSE ont d'ailleurs signé une lettre ouverte appelant à une revalorisation salariale globale avec une augmentation du point d'indice. « *Nous travaillons dans les métiers de l'humain mais nous ne traitons pas nos personnels avec*

humanité ! Nous demandons de plus en plus de technicité mais nous n'avons rien à proposer en échange ! », s'agace Pascal Tranquille, directeur de l'A3PH de Flixecourt, évoquant la précarisation de certains métiers.

Des propos que comprend Stéphane Haussoulier, président du Département de la Somme qui fustige la méthode employée pour le Ségur mais qui rappelle la position délicate des collectivités locales.

« Nous devons faire face à des dépenses toniques sans recettes dynamiques. Nous avons cependant l'obligation de répondre aux besoins de celles et ceux dont nous avons la charge et c'est normal d'y mettre les moyens », pointe-t-il. Le budget alloué à la protection de l'enfance va ainsi désormais frôler les 100 millions d'euros, devenant le poste budgétaire le plus important après le RSA.

Manque d'attractivité

Autre problème de taille : le manque d'attractivité des métiers proposés dans les secteurs sanitaires, médico-sociaux et sociaux. *« 40% des étudiants qui s'engagent dans cette voie abandonnent en première année. Dès la formation nous avons un problème de recrutement »*, regrette Anne Pinon, vice-présidente de la Région Hauts-de-France en charge de la Santé et des formations sanitaires et sociales.



Anne Pinon en charge des formations du médico-social à la Région. ©Aletheia Press/ D. La Phung

Un manque de personnel qui a des conséquences très directes comme l'indique Patricia Malterre, présidente de l'[Adapei 80](#) : « *Certaines maisons ont été fermées faute de personnel* », note-t-elle. « *C'est un pan entier de notre système social qui est en train de s'effondrer et malgré tout, les*

bénéficiaires accompagnés et leurs familles ne s'en rendent pas forcément compte. Vous devez les impliquer », assure de son côté Christine Trepte, représentante de l'[APF France handicap Hauts-de-France](#).